



Audit – Bureau de Nantes

5 rue Albert Londres
BP 20303

44303 Nantes Cedex 3

T : +33 (0)2 40 50 12 61

www.bakertilly.fr

REEL « ATELIER CHANTIER D'INSERTION »

Association

Siège social : Zone de Bellevue – 8 rue Lavoisier – BP133
BOUFFERE
85600 MONTAIGU - VENDEE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



REEL « ATELIER CHANTIER D'INSERTION »

Association

Siège social : Zone de Bellevue - 8 rue Lavoisier - BP 133

BOUFFERE

85600 MONTAIGU - VENDEE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'association REEL « Atelier Chantier d'Insertion »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association REEL « Atelier Chantier d'Insertion » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans le paragraphe « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nantes, le 9 juin 2026

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

Christine BLANLOEIL

✓ Certifié par  yousign

Christine BLANLOEIL

COMPTES ANNUELS

-

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

Bilan Actif

| Règlement ANC 2022-06 | | 31/12/2025 | | | 31/12/2024 |
|---------------------------|--|------------|-------------------|---------|------------|
| | | Brut | Amort. et Dépréc. | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | Frais d'établissement (I) | | | | |
| | Immobilisations incorporelles | | | | |
| | Frais de développement | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| | Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | 818 | 818 | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| | Imm. inc. en cours, avances et acomptes | | | | |
| | Immobilisations corporelles | | | | |
| | Terrains | | | | |
| | Constructions | | | | |
| ACTIF CIRCULANT | Installations techniques, mat. et outillage indus. | 107 314 | 84 507 | 22 807 | 31 164 |
| | Autres immobilisations corporelles | 55 985 | 51 695 | 4 290 | 5 406 |
| | Imm. corp. en cours, avances et acomptes | | | | |
| | Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| | Immobilisations financières | | | | |
| | Participations | | | | |
| | Créances rattachées à des participations | | | | |
| | Titres imm. de l'activité de portefeuille | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | |
| | Prêts | | | | |
| COMPTES DE REGULARISATION | Autres immobilisations financières | | | | 300 |
| | Total II | 164 118 | 137 020 | 27 097 | 36 870 |
| | Stocks et en-cours | | | | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| | Créances | | | | |
| | Créances clients, usagers et comptes rattachés | 48 892 | | 48 892 | 43 546 |
| | Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| | Autres créances | 16 848 | | 16 848 | 11 786 |
| | Charges constatées d'avance | 816 | | 816 | 552 |
| | Valeurs mobilières de placement | | | | |
| COMPTES DE REGULARISATION | Instruments financ. à terme et jetons détenus | | | | |
| | Disponibilités | 216 964 | | 216 964 | 236 126 |
| | Total III | 283 521 | | 283 521 | 292 010 |
| | Frais d'émission des emprunts (M) | | | | |
| | Primes de remboursement des emprunts (V) | | | | |
| | Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VI) | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| TOTAL GENERAL (I à VI) | | 447 638 | 137 020 | 310 618 | 328 880 |

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

| | | | |
|--------------------------|--|----------|----------|
| FONDS PROPRES | Fonds propres sans droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | 113 430 | 113 430 |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Fonds propres avec droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Ecarts de réévaluation | | |
| | Réserves | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves pour projet de l'entité | 35 000 | 35 000 |
| | Autres | | |
| | Report à nouveau | 99 386 | 111 694 |
| | Excédent ou déficit de l'exercice | (12 045) | (12 308) |
| | Situation nette (sous-total) | 235 771 | 247 816 |
| | Fonds propres consommables | | |
| | Subventions d'investissement | 6 875 | 7 875 |
| | Provisions réglementées | | |
| | Total I | 242 646 | 255 691 |
| Autres fonds propres | Fonds non remboursables | | |
| | Avances conditionnées | | |
| | Droits du concédant | | |
| | Total II | | |
| Fonds reportés et dédiés | Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| | Fonds dédiés | | |
| | Total III | | |
| Provisions | Provisions pour risques | | |
| | Provisions pour charges | 79 | 675 |
| | Total IV | 79 | 675 |
| DETTES | Emprunts obligataires convertibles | | |
| | Autres emprunts obligataires | | |
| | Emprunts dettes auprès des établissements de crédit | | |
| | Emprunts et dettes financières divers | | |
| | Instruments financiers à terme | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 18 152 | 15 619 |
| | Dettes des legs ou donations | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 29 909 | 25 624 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes | 19 831 | 31 271 |
| | Produits constatés d'avance | | |
| | Total V | 67 893 | 72 514 |
| | Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (VI) | | |
| | TOTAL GENERAL (I à VI) | 310 618 | 328 880 |

Compte de Résultat ^{1/2}

| Règlement ANC 2022-06 | | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|-----------------------------------|--|------------|------------|
| | | 12 mois | 12 mois |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Cotisations | | |
| | Vente de biens et services | | |
| | Ventes de biens | 105 | 102 |
| | dont ventes de dons en nature | | |
| | Ventes de prestations de service | 265 212 | 261 390 |
| | dont parrainages | | |
| | Produits de tiers financeurs | | |
| | Concours publics et subventions | 342 601 | 346 695 |
| | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| | Ressources liées à la générosité du public | | |
| | Dons manuels | | |
| | Mécénats | | |
| | Legs, donations et assurances-vie | | |
| | Contributions financières | | |
| | Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions | 596 | 11 178 |
| | Utilisations des fonds dédiés | | |
| | Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | | |
| | Autres produits | 228 | 1 |
| Total des produits d'exploitation | | 608 741 | 619 366 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises | | |
| | Variation de stocks | | |
| | Achats de matières premières et autres approvisionnements | 11 657 | 12 120 |
| | Variation de stocks | | |
| | Autres achats et charges externes | 233 326 | 230 265 |
| | Aides financières | | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | 3 030 | 3 075 |
| | Salaires | 315 969 | 328 569 |
| | Cotisations sociales | 48 129 | 45 992 |
| | Dotation aux amortissements et dépréciations | 10 371 | 10 872 |
| | Dotation aux provisions | | |
| | Reports en fonds dédiés | | |
| | Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées | | |
| | Autres charges | 109 | 371 |
| Total des charges d'exploitation | | 622 591 | 631 263 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | (13 849) | (11 897) |

Mission de présentation avec attestation de l'Expert-Comptable

Compte de Résultat ^{2/2}

| | | Règlement ANC 2022-06 | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|--|-----------------------|------------|------------|
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | (13 849) | (11 897) |
| PRODUITS FINANCIERS | De participation | | | |
| | D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé | | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés | | 1 805 | 2 435 |
| | Reprises sur dépréciations et provisions | | | |
| | Différences positives de change | | | |
| | Produits des immobilisations financières cédées | | | |
| | Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie | | | |
| Total des produits financiers | | | 1 805 | 2 435 |
| CHARGES FINANCIÈRES | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | | |
| | Intérêts et charges assimilées | | | 1 |
| | Différences négatives de change | | | |
| | Valeurs comptables des immobilisations financières cédées | | | |
| | Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie | | | |
| Total des charges financières | | | | 1 |
| RESULTAT FINANCIER | | | 1 805 | 2 434 |
| RESULTAT COURANT avant impôts | | | (12 045) | (9 463) |
| | Produits exceptionnels | | | 2 202 |
| | Charges exceptionnelles | | | 5 047 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | | | | (2 845) |
| Participation des salariés aux résultats | | | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | | |
| TOTAL DES PRODUITS | | | 610 546 | 624 003 |
| TOTAL DES CHARGES | | | 622 591 | 636 311 |
| EXCEDENT ou DEFICIT | | | (12 045) | (12 308) |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | | |
| Dons en nature | | | | |
| Prestations en nature | | | | |
| Bénévolat | | | | |
| TOTAL | | | | |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | | |
| Secours en nature | | | | |
| Mise à disposition gratuite de biens | | | | |
| Prestations | | | | |
| Personnel bénévole | | | | |
| TOTAL | | | | |

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

L'exercice social clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent clos le **31/12/2024** avait une durée de **12** mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **310 618 €**.

Le résultat net comptable est de **-12 045 €**.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

Présentation de l'association

Objet social

L'association Réel est un acteur au service de l'emploi.

Le but de l'association est de permettre aux salariés en insertion de résoudre tout ou partie de leur problématiques sociales (logement, santé physique et psychologique, familiale, financière ou de mobilité). Les salariés intégrant cette association sont considérés "Loin" d'accéder à un emploi autonome. Ils ont accès aux services d'une conseillère en insertion professionnelle (CIP) qui redirige le salarié vers le professionnel compétent : psychologue, médecin, assistante sociale... La CIP aide le salarié dans ses démarches quotidiennes et administratives sans pour autant l'assister.

L'association Réel propose des emplois effectifs permettant d'employer plus de 70 personnes et de les accompagner dans leur projet professionnel au sein de 3 structures.

L'association chantiers d'insertion : propose des activités dans le domaine des espaces verts et de la blanchisserie.

Règles et Méthodes Comptables

Nature et périmètre de missions

Les activités de l'association se déroulent dans le département de la Vendée.

Moyens mis en œuvre

La structure emploie environ 18 employés en CDD.

L'association bénéficie de subventions de l'ASP et du conseil départemental

Les prestations de services et les subventions constituent les principales sources de financement.

Règles et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par le règlement ANC n°2022-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'entité fournit une information sur les montants des concours publics et les subventions qui lui ont été versés sur l'exercice en distinguant :

- La nature du concours ou de la subvention : concours publics, subvention d'exploitation et subvention d'investissement ;
- Les différentes catégories d'autorités administratives : Union Européenne, Etat, Collectivités territoriales, Caisse d'Allocations Familiales, autres...

| Financeurs | Subventions d'exploitation | Concours publics |
|---------------------------|----------------------------|------------------|
| Aides aux postes ASP | | 266 800,84€ |
| Conseil départemental FAJ | | 21 000,00€ |

Règles et Méthodes Comptables

| | | |
|----------------------------|--|------------|
| Conseil départemental BRSA | | 53 800,00€ |
|----------------------------|--|------------|

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire, en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute, constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Engagements retraite

L'évaluation des engagements de retraite tient compte des éléments suivants :

- L'âge de départ à la retraite prévu est fixé à 64 ans, sauf dérogation individuelle ;
- Le départ à la retraite intervient à l'initiative du salarié ;
- Le taux de charges sociales est de 40% ;
- La méthode de calcul appliquée est rétrospective protata temporis ;

Règles et Méthodes Comptables

- Le taux d'actualisation est fixé à 3,40% ;
- La table de mortalité retenue est la table réglementaire INSEE 2018-2020 ;
- La convention collective retenue est celle de l'insertion.

Les engagements de retraite ont fait l'objet d'une provision dans les comptes sociaux de l'association.

Ainsi, le montant du passif social s'élève à 79€ au 31/12/2025.

Autres éléments de gestion

Le fonds de roulement de l'exercice se décompose de la façon suivante :

Fonds propre et réserve : 242 646

Provision retraite : 79

Total : 242 725

Immobilisations nettes : - 27 097

Total fonds de roulement : 215 628

Activités : 608 741 (360 jours)

Soit un FDR qui correspond à 128 jours d'activités (128 jours en 2024).

Fiscalité de l'association

Les activités de l'association ne sont pas fiscalisées.

Faits significatifs de l'exercice

Néant.

Règles et Méthodes Comptables

Changement de méthode

L'application du Règlement ANC n°2023-03 en lien avec le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, constitue un changement de méthode comptable, emportant les conséquences suivantes :

1. Le résultat exceptionnel répond à une nouvelle définition qui le limite aux opérations résultant d'un événement majeur et inhabituel ainsi qu'aux provisions réglementées, corrections d'erreurs et changements de méthode comptable ;
2. La technique des transferts de charges n'est plus utilisée ;
3. Bilan et compte de résultat 2025, mais aussi 2024, doivent être présentés conformément aux nouveaux modèles imposés par le Règlement.

Les modifications de présentation du bilan et du compte de résultat 2024 rendues nécessaires pour que leur structure soit identique en 2025 et 2024 sont les suivantes :

- Regroupement des charges et produits exceptionnels, présentés sur plusieurs lignes en 2024, sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles » ;
- Reclassements entre des lignes du bilan ou du compte de résultat. Ainsi :
- Dans la colonne 2024 du bilan 2025, la ligne « Charges constatées d'avance » est présentée parmi les « Créances ». Le montant des charges constatées d'avance en 2024 est de 552€.
- Les transferts de charges constatés dans le compte de résultat 2024 sont présentés dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions » ; leur montant est de 10 689 en 2024.

Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

| Règlement ANC 2022-06 | | Valeurs brutes début d'exercice | Mouvements de l'exercice | | | | Valeurs brutes au 31/12/2025 |
|--|--|---------------------------------------|--------------------------|--------------|-------------|----------|------------------------------------|
| | | | Augmentations | | Diminutions | | |
| | | | Réévaluations | Acquisitions | Virt p.à p. | Cessions | |
| INCORPORELLES | Frais d'établissement et de développement | | | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | | | |
| | Autres | 818 | | | | | 818 |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 818 | | | | | 818 |
| CORPORELLES | Terrains | | | | | | |
| | Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement | | | | | | |
| | Instal technique, matériel outillage industriels | 107 285 | | 899 | | 870 | 107 314 |
| | Instal., agencement, aménagement divers | 12 984 | | | | | 12 984 |
| | Matériel de transport | 43 002 | | | | | 43 002 |
| | Matériel de bureau, informatique et mobilier | | | | | | |
| | Emballages récupérables et divers | | | | | | |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 163 271 | | 899 | | 870 | 163 300 |
| BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES | | | | | | | |
| FINANCIERES | Participations | | | | | | |
| | Créances rattachées à des participations | | | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | | | |
| | Prêts et autres immobilisations financières | 300 | | | | 300 | |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 300 | | | | 300 | |
| TOTAL | | 164 389 | | 899 | | 1 170 | 164 118 |

Amortissements

| | | Durée ou taux | Mode d' amts | Amortissements début d'exercice | Mouvements de l'exercice | | Amortissements au 31/12/2025 |
|-----------------------------------|--|---------------------|--------------------|---------------------------------------|--------------------------|-------------|------------------------------------|
| | | | | | Dotations | Diminutions | |
| INCORPORELLES | Frais d'établissement et de développement | | | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | | | |
| | Autres | | | 818 | | | 818 |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | 818 | | | 818 |
| CORPORELLES | Terrains | | | | | | |
| | Constructions sur sol propre | | | | | | |
| | sur sol d'autrui | | | | | | |
| | instal. agencement aménagement | | | | | | |
| | Instal technique, matériel outillage industriels | | | 76 121 | 9 256 | 870 | 84 507 |
| | Autres Instal., agencement, aménagement divers | | | 7 578 | 1 115 | | 8 693 |
| | Matériel de transport | | | 43 002 | | | 43 002 |
| | Matériel de bureau, mobilier | | | | | | |
| | Emballages récupérables et divers | | | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | 126 701 | 10 371 | 870 | 136 202 |
| TOTAL | | | | 127 519 | 10 371 | 870 | 137 020 |

Provisions

| | | Début exercice | Augmentations | Diminutions | 31/12/2025 |
|---|---|----------------|---------------|-------------|------------|
| PROVISIONS REGLEMENTEES | Reconstruction gisements miniers et pétroliers | | | | |
| | Provisions pour investissement | | | | |
| | Provisions pour hausse des prix | | | | |
| | Provisions pour amortissements dérogatoires | | | | |
| | Provisions fiscales pour prêts d'installation | | | | |
| | Provisions autres | | | | |
| | PROVISIONS REGLEMENTEES | | | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | Pour litiges | | | | |
| | Pour garanties données aux clients | | | | |
| | Pour amendes et pénalités | | | | |
| | Pour pertes de change | | | | |
| | Pour pensions et obligations similaires | 675 | | 596 | 79 |
| | Pour impôts | | | | |
| | Pour renouvellement des immobilisations | | | | |
| | Provisions pour gros entretien et grandes révisions | | | | |
| | Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | |
| | Autres | | | | |
| | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 675 | | 596 | 79 |
| PROVISIONS POUR DEPRECIATION | <div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>legs ou donations</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div> | | | | |
| | Sur stocks et en-cours | | | | |
| | Sur comptes clients, usagers | | | | |
| | Sur créances reçues par legs ou donations | | | | |
| | Autres | | | | |
| | PROVISIONS POUR DEPRECIATION | | | | |
| TOTAL GENERAL | | 675 | | 596 | 79 |
| Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div> | | | | 596 | |
| Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I. | | | | | |

Créances et Dettes

| Règlement ANC 2022-06 | | 31/12/2025 | 1 an au plus | plus d'1 an |
|---|---|------------|--------------|-------------|
| CREANCES | Créances rattachées à des participations | | | |
| | Prêts | | | |
| | Autres immobilisations financières | | | |
| | Clients, usagers douteux ou litigieux | | | |
| | Autres créances clients, usagers | 48 892 | 48 892 | |
| | Créances représentatives des titres prêtés | | | |
| | Personnel et comptes rattachés | | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 263 | 263 | |
| | Impôts sur les bénéfices | | | |
| | Taxes sur la valeur ajoutée | | | |
| | Autres impôts, taxes versements assimilés | | | |
| | Divers | 15 881 | 15 881 | |
| | Confédération, fédération, union, entités affiliées | | | |
| | Créances reçues par legs ou donations | | | |
| | Débiteurs divers | 704 | 704 | |
| | Charges constatées d'avance | 816 | 816 | |
| TOTAL DES CREANCES | | 66 557 | 66 557 | |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | | |
| Remboursements obtenus en cours d'exercice | | | | |
| Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | | | | |

| | | 31/12/2025 | 1 an au plus | 1 à 5 ans | plus de 5 ans |
|--|---|------------|--------------|-----------|---------------|
| DETTES | Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| | Autres emprunts obligataires | | | | |
| | Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine | | | | |
| | Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine | | | | |
| | Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| | Fournisseurs et comptes rattachés | 18 152 | 18 152 | | |
| | Dettes des legs ou donations | | | | |
| | Personnel et comptes rattachés | 15 332 | 15 332 | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 14 531 | 14 531 | | |
| | Impôts sur les bénéfices | | | | |
| | Taxes sur la valeur ajoutée | | | | |
| | Obligations cautionnées | | | | |
| | Autres impôts, taxes et assimilés | 46 | 46 | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| | Confédération, fédération, union, entités affiliées | | | | |
| | Autres dettes | 19 831 | 19 831 | | |
| | Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| | Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL DES DETTES | | 67 893 | 67 893 | | |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | | |
| Emprunts dettes associés (personnes physiques) | | | | | |

Mission de présentation avec attestation de l'Expert-Comptable

Variation des Fonds Propres

| Règlement ANC 2022-06 | Fonds propres clôture 31/12/2024 | Affectation du résultat N-1 | Augmentation | Diminution ou consommation | Fonds propres clôture 31/12/2025 |
|--|-------------------------------------|--------------------------------|--------------|-------------------------------|-------------------------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 113 430 | | | | 113 430 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Ecarts de réévaluation | | | | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | | |
| Réserves pour projet de l'entité | 35 000 | | | | 35 000 |
| Autres réserves | | | | | |
| Report à nouveau | 111 694 | (12 308) | | | 99 386 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | (12 308) | 12 308 | | 12 045 | (12 045) |
| Situation nette | 247 816 | | | 12 045 | 235 771 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | 7 875 | | | 1 000 | 6 875 |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL | 255 691 | | | 13 045 | 242 646 |